BOUIRA

L'enseignement du tamazight marginalisé

«Des gens malintentionnés sont en train de briser l'élan de tamazight à Bouira. Nous invitons les responsables nationaux à agir au plus vite et à réparer cette injustice avant que ce ne soit trop tard.» Djaâfer Abdedou, militant de la première heure de la cause amazighe ne mâche pas ses mots quand il aborde le sujet.

Comment pourrait-il en être autrement quand on apprend que parmi les milliers de postes que le ministère de l'Education nationale vient d'ouvrir au niveau des 48 wilayas dans le secteur de l'enseignement, la wilaya de Bouira, qui a eu 214 postes pour les trois paliers et dans différentes matières, n'a pas prévu de postes pour tamazight.

Cette volonté manifeste de marginaliser l'enseignement de tamazight au niveau de cette wilaya pousse vraiment au pourrissement. Les responsables zélés font tout pour minimiser l'impact de l'enseignement de cette langue au niveau de cette wilaya. Pourtant, les dizaines de milliers de Kabyles qui y vivent ne cessent de prouver leur attachement à cette langue. Depuis les événements du Printemps berbère 1980 où des lycéens dont ceux du chef-lieu avaient participé aux manifestations et ont eu leur lot d'emprisonnements et autres exactions des services de sécurité de l'époque, en passant par les séminaires organisés par le MCB à Tizi-Ouzou en 1981 et à Yakouren en 1989, puis les différentes marches et autres actions de revendications initiées par le MCB, la wilaya de Bouira était de tous les combats et a eu même ses prisonniers d'opinions parmi les 24 détenus d'avril 1980, et récemment, ses martyrs lors du Printemps noir 2001.

Qui veut minimiser cet impact ? Nous ne le savons pas mais une chose est sûre : des associations culturelles et des dizaines de diplômés en tamazight du département de tamazight de l'Université de Bouira et des milliers de citoyens anonymes, mais très conscients, sont en colère et comptent investir la rue dès la rentrée scolaire pour exiger l'ouverture immédiate de postes budgétaires pour l'enseignement de tamazight.

D'après Karim, licencié frais émoulu en tamazight, même le directeur de l'éducation avait

Photo : DR

déclaré publiquement lors de l'examen du baccalauréat en présence des journalistes et du wali, l'ouverture de 15 postes pour tamazight dès la rentrée de septembre. Outre cette déclaration, le ministre Benbouzid avait également déclaré lors de sa visite à Bouira en juin dernier, que les postes pour tamazight sont systématiquement ouverts à condition qu'ils soient demandés par les directions d'éducation. Ces déclarations avaient été très bien accueillies, ceci d'autant qu'au niveau de dizaines de collèges et de lycées tant au niveau du chef-lieu de wilaya que dans la région berbérophone qui compte près de la moitié de l'effectif global de la wilaya, un manque flagrant en enseignants de tamazight est déploré chaque année.

Alors, qui veut saboter l'enseignement de tamazight au niveau de la wilaya de Bouira ? Pis encore, qui pousse au pourrissement au niveau de la wilaya de Bouira où jusqu'ici arabophones et berbérophones ont vécu en symbiose, — il suffit de jeter un coup d'œil sur les résultats des élèves du CEM Haddouche-Saïd pour ne citer que cet exemple — des arabophones obtiennent d'excellentes notes en tamazight ? Seule une enquête approfondie du ministère de l'Education nationale pourra débusquer ces fauteurs de troubles au niveau de la DE de Bouira.

En tout cas, Djaâfer Abdedou est catégorique : «Si les choses ne sont pas réglées d'ici la rentrée scolaire, nous allons investir le terrain en appelant tous les acteurs concernés par cette question et tous les citoyens jaloux de leur identité et de leur langue à manifester devant le ministère de l'Education jusqu'à ce que des postes pour tamazight soient dégagés et les responsables de cet ostracisme vis-à-vis de cette langue reconnue par la Constitution algérienne soient sanctionnés.»

Y. Y.

Abdellali Merdaci répond à Badr'Eddine Mili

Vous avez été nombreux à me témoigner votre soutien après la lecture du factum rageur et enragé de Badr'Eddine Mili («Non aux pyromanes de l'histoire et aux adorateurs du veau d'or», *Le Soir d'Algérie*, 24 juillet 2012), en réponse à mes observations sur ses hypothèses à propos d'une inscription sur un char dans le défilé du 14 juillet 2012 sur les Champs-Élysées, à Paris («Arrête ton char, Mili !», *Le Soir d'Algérie*, 18 juillet 2012).

Au lieu du débat d'idées respectueux, l'imprécateur survolté choisit l'insulte, la calomnie et l'intimidation. Il en appelle aussi au meurtre, dans un terrible amalgame (qui confine à la discordance mentale), en suggérant que les martyrs constantinois de la révolution et les héros du beylicat de l'Est d'antan «reprendraient, sans doute, les armes pour parachever leur œuvre et laver l'injure faite à leur sacrifice suprême». Comment qualifier cet égarement et ne pas y lire une histoire contée par un idiot, pleine de fureur et de bruit et qui ne veut rien dire» (Shakespeare, Macbeth [1606], scène V, acte V ; trad. de Maeterlinck) ?

Le tortueux contradicteur me traite dans sa réponse de «révisionniste de l'histoire», de «pyromane», d'«adorateur du veau d'or» et d'insortables noms d'oiseaux, dans une pathétique envolée de mystificateur en transe. Il utilise la désinformation et la manipulation de mes travaux d'histoire littéraire qu'il n'a pas lus, notamment sur Kateb Yacine (où donc ai-je écrit qu'Odette-Zoulikha Kateb a introduit le jeune Yacine auprès d'Yves Chataigneau gouverneur général de l'Algérie ?) Il est vrai que le poète adolescent de Soliloques [1946] a reçu de celui qui autorisera et commandera les répressions sanglantes de mai 1945, à Sétif, Kherrata et Guelma, un pécule et des lettres de recommandations, notamment auprès de l'écrivain André Chamson, (pour son premier séjour à Paris) et Malek Haddad (dont je n'ai jamais pensé que le communisme était une «tare», mais dont le prénom Aimé (Et je porte un prénom plus faux que mes façons), Cf. *La longue marche, Le Malheur en danger* [1956], nouvelle édition, Alger, Bouchene, 1988)], la langue française – ce symptomatique «défaut de langue» — et les origines sociales de sa famille ont effectivement constitué des blessures durables dans son parcours d'homme. Et par rapport à l'évocation de la douloureuse page de l'histoire de la Citadelle des vertiges qu'a été le 13 octobre 1837,

il plonge dans la sordide fabulation et évite de nommer le sacrifice des Constantinoises pour l'honneur des familles musulmanes. Je n'ai pas manqué de respect à l'auteur du billet du 16 juillet 2012 ni cherché à le déconsidérer auprès des lecteurs. Je crois à un échange serein, une confrontation loyale d'idées, qui contribue à retrouver et à fonder les vertus du débat démocratique, plus que jamais nécessaire dans notre société.

Les attaques ad hominem de l'ancien directeur général de l'APS, qui rabaissent la controverse intellectuelle au niveau du caniveau, n'appellent de ma part qu'un profond mépris.

A. M.

Communiqué du Mouvement populaire algérien (MPA)

Le bureau national du Mouvement populaire algérien (MPA) s'est réuni en session ordinaire dans la soirée du 28 juillet 2012 au siège national du parti à Alger, sous la présidence de son secrétaire général, Amara Benyounès. Deux points étaient à l'ordre du jour : la situation générale du pays et l'organique du parti.

Le bureau national du MPA a noté que deux mois après les élections législatives, le nouveau gouvernement n'est pas encore nommé et, pire, des départements ministériels sont sans titulaires. Le pays donne l'impression d'être à l'arrêt au moment où des perspectives économiques cohérentes et crédibles font défaut et où les tensions sociales sont très fortes, aggravées par une inflation à deux chiffres avec, comme conséquence, l'effritement du pouvoir d'achat des citoyens. Partout, des mouvements de contestation se font jour, annonciateurs d'une rentrée sociale perturbée et difficile.

Comment interpréter alors le peu d'entrain mis à nommer et à installer un nouveau gouvernement qui prenne à bras le corps les nombreux problèmes du pays ? Faut-il faire le rapprochement avec les zones de forte turbulence que traversent nombre de partis politiques, y compris ceux d'entre eux qui ont gagné les législatives ? Serait-ce le résultat de manœuvres engagées — déjà ! — dans la perspective de l'élection présidentielle de 2014 ?

Le bureau national s'est étonné que face à l'envolée des prix et à la désorganisation totale du marché, le ministre en charge du secteur n'ait rien trouvé de mieux à faire que de proposer le retour aux entreprises étatiques de distribution. Le MPA considère que toute tentative de retour au modèle économique bureaucratique constituerait un aveu d'échec et serait suicidaire pour le pays. Le choix de l'économie de marché est irréversible. L'Etat doit être un régulateur et non un opérateur. Il lui appartient de faire respecter les règles par tous et d'œuvrer, parallèlement à une politique qui garantisse la justice sociale et protège les franges sociales les plus fragiles.

Le bureau national a relevé la multiplication, à travers le pays, de contestations qui s'expriment trop souvent de manière incivique, voire violente et nuisible. Il s'en inquiète et dénonce la culture de l'émeute, qui semble s'être installée durablement dans les mœurs, encouragée par un style de gouvernement qui consiste à récompenser la capacité de nuisance plutôt que le comportement citoyen et responsable. La revendication est à la fois un droit et un signe de bonne santé d'une société. A condition toutefois qu'elle soit fondée et s'exprime pacifiquement, comme cela a été le cas, le long de ces dernières semaines, pour les gardes communaux en quête d'un statut digne de leur engagement et des sacrifices consentis au moment où la nation était en péril. Le MPA s'élève contre la répression de leurs manifestations pacifiques, leur réitère son soutien et sa solidarité maintes fois exprimées, comme à toutes celles et à tous ceux qui ont fait échec au terrorisme et contribué à la sauvegarde de l'Algérie, et exhorte les pouvoirs publics à entreprendre tout ce qui est possible pour qu'ils sentent, enfin, que la patrie leur est reconnaissante.

Le bureau national a débattu de la situation régionale et internationale. Il déplore que le royaume du Maroc, après son discours apaisant des derniers mois, retombe dans ses travers et indique, encore une fois, l'Algérie comme responsable de la paralysie de l'UMA. La fermeture des frontières est pourtant de son fait et, en tout état de cause, il s'agit d'un problème bilatéral. Tout comme la question du Sahara occidental est un problème de décolonisation qui devra être réglé dans le cadre de l'ONU. Pour sa part, le MPA considère que l'avenir de la région réside dans une Union Nord-Africaine qui regroupe les cinq pays de l'UMA, élargis au Mali et au Niger et qui consacre la double dimension méditerranéenne et africaine des pays du Maghreb. Concernant la situation grave qui prévaut au Mali, le MPA dénonce les tentatives d'entraîner l'Algérie dans une aventure militaire dangereuse et sans issue. S'agissant de la Syrie, et quels que soient les travers du régime en place, le MPA considère que le pays est victime d'un complot et d'une agression comme en témoigne le djihadisme international à l'œuvre sur son territoire. Il regrette, en outre, que la voix de l'Algérie ne se soit pas suffisamment fait entendre sur ce dossier et déplore particulièrement que la prise en otage de la Ligue arabe par des monarchies du Golfe exportatrices d'intégrisme ne soit pas clairement dénoncée.

Le bureau national a enfin fait le point sur la situation organique du parti. Il a été établi que la quasi-totalité des bureaux fédéraux des 48 wilayas est en place, conformément au programme tracé lors des précédentes réunions.

Trois regroupements régionaux (Est, Centre et Ouest) sont programmés pour la première quinzaine du mois d'août, au cours desquels la totalité des bureaux fédéraux sera officiellement installée.